

Orléans A droite, une joute très cavalière

Une histoire d'étiquettes, de détournement de fonds publics ou de gouvernance de la métropole? La lutte qui oppose les ex-alliés arrivés en tête au premier tour, l'ancien maire et candidat LR, Serge Grouard, et l'actuel édile en lice pour LREM, Olivier Carré, secoue une ville plus habituée aux campagnes feutrées.



L'ancien maire et candidat LR, Serge Grouard, le 29 mai à Orléans.

Par
DOMINIQUE ALBERTINI
Envoyé spécial à Orléans
Photos **DENIS ALLARD**

De l'avis de plusieurs connaisseurs, gagner Orléans est une affaire de gens raisonnables. La ville se donne à la droite souvent, à une gauche modérée parfois: le tout serait de ne pas trop s'éloigner du «juste milieu» et des manières délicates qui, dit-on, signent le tempérament local. Mais voilà que dans la ville de Jeanne, la campagne évoque moins les vertus de la sainte que les mauvais coups de la série *Marseille*. Le socialiste Baptiste Chapuis (12,92%, quatrième du premier tour et rallié au candidat écolo pour le second) n'en revient pas: «D'habitude, les scrutins ici sont feutrés, pauvres en attaques personnelles. Mais le degré de violence, aujourd'hui, c'est du jamais vu. On est au milieu d'un combat de coqs où tous les coups sont permis».

C'est une curiosité locale: à Orléans, la droite est en situation de conqué-

rir une ville... où elle l'avait emporté en 2014. Il n'avait alors fallu qu'un tour au sortant Serge Grouard (UMP), pour s'assurer d'un siège qu'il détenait depuis 2001. Malade, il l'avait transmis l'année suivante à son premier adjoint, Olivier Carré, alors bon camarade. Les deux hommes s'affronteront pourtant le 28 juin: l'un, tout à fait remis, pour redevenir maire (35,62%, en tête); l'autre, désormais soutenu par LREM, pour le rester (24,11%, deuxième). Les anciens amis ne s'éparagnent rien et un troisième larron, une liste d'union de la gauche menée par l'écologiste Jean-Philippe Grand (19,21%, troisième), qui a profité du ralliement des candidats socialiste et communiste, espère tirer profit de la querelle, bien heureux d'affronter «deux sortants».

A quatre semaines du second tour, Serge Grouard n'a plus de local de campagne. L'homme occupe un bureau sombre et encombré, qu'il partage avec deux autres élus et où la Pucelle s'affiche dans tous les styles et sous tous les formats. «Je n'ai

pas payer un loyer alors qu'on ne savait pas si le scrutin aurait lieu en juin ou à la rentrée», explique-t-il derrière son masque. Sexagénaire matos et votable, Grouard est sorti largement en tête du premier tour, dix points devant son prédécesseur. Pourquoi s'infliger les risques d'une seconde manche, questionnait ce faux ingénieur au soir de la première, dans un souci de santé publique qui n'en excluait peut-être pas d'autres.

Pomme de discorde

Qu'importe: son score lui apparaît comme un témoignage d'affection. «Mon leitmotiv de maire, c'était de redonner sa fierté à la ville, qui était un peu tristounne. Le centre était dégradé, triste, sombre. Les bords de Loire, glauquissimes.» Pléonasmes, navalements, réhabilitation des berges: Orléans embrasse alors tous les codes du nouvel urbanisme. Fièrement opposé à la première ligne de tram, voulue par son prédécesseur, le socialiste Jean-Pierre Sueur, Grouard coupera même le cordon de la seconde. Rien n'aurait dû

brouiller le maire et son premier adjoint, associé par fonction à ce bilan. Mieux: «Entre Olivier et moi, c'était solide. On dit que la politique est un mariage bourré de crocodiles qui ne pensent qu'à se bouffer. Ce n'est pas vrai. Enfin, pas toujours.»

Le 28 juin 2015, l'entente règne encore lorsque Carré reçoit de lui l'écharpe de maire. Mais quatre ans plus tard, Grouard démissionne de son poste d'adjoint, avant de recevoir l'investiture municipale de Les Républicains. Vue de loin, l'affaire peut passer pour une histoire d'étiquettes. Grouard porte le dossier LR; Carré n'en veut plus, et d'ailleurs quitté le parti. Le premier fut, avant d'en dire beaucoup de mal, un grand partisan de François Fillon; le second a vite marqué sa sympathie pour Emmanuel Macron: celui-ci fut en 2016 l'invité de marque des fêtes de Jeanne d'Arc, où il multiplia les allusions à sa future candidature. L'un et l'autre déclarent pourtant la question secondaire. La pomme de discorde serait la gestion de la métropole d'Orlé-

ans: un beau morceau de 22 communes et de plus de 280 000 habitants, à la tête duquel Grouard aurait volontiers poursuivi son œuvre. «Mais quand ils ont commencé à se parler des municipales, il y a deux ans, ils ne sont pas tombés d'accord: Carré préfère que le maire d'Orléans soit aussi le président de la métropole», raconte un familier des deux hommes.

Sur un banc du jardin de l'hôtel Grosloot, en centre-ville, l'intéressé assume: «Ce n'est pas juste du canard, ça a du sens que le poste revienne au maire de la ville-centre.» Cet ancien chef d'entreprise, autrefois soutien

«On est au milieu d'un combat de coqs où tous les coups sont permis.»

Baptiste Chapuis socialiste rallié au candidat écolo



Olivier Carré, maire d'Orléans, en lice pour LREM au second tour des municipales.

de Bruno Le Maire, sort de plusieurs tempêtes. Celle du coronavirus, il s'en persuade, aura montré aux Orléanais « qui était le maire, fut été au front pendant deux mois et demi, fut montré qu'il y avait un patron » – et peut-être s'en souviendront-ils. La posture est plus flatteuse que celle où l'avait poussé, en juin 2019, un article du *Canard enchaîné*, pointant plusieurs notes de frais suspectes, notamment pour des déplacements et des nuits d'hôtel en France et à l'étranger. L'affaire avait fourni le motif officiel de la démission d'un Grouard indigné. Quelques mois plus tard, un courtier anonyme adressé au parquet d'Orléans et dénonçant des faits similaires déclenchait l'ouverture d'une enquête préliminaire, toujours en cours, pour « détournement de fonds publics ». L'Élu, qui se dit tranquille, a contesté ou relativisé les faits, dénonçant une cabale de campagne. Sortie d'où ? Si Grouard jure rien rien savoir – « Je ne vais pas me justifier, c'est quand même pas moi qui ai dépensé des sommes astronomiques ! » –, les amis

du maire le soupçonnent de ne le savoir que trop. « Si vous voulez tuer votre chien, dit-il qu'il a la rage, grince Carré. Je me posais des questions, mais quand je vois ce qui s'est passé, j'ai ma réponse. » Et d'y aller de ses propres sous-entendus : « J'ai toujours combattu, à répétition, ceux qui me rapportaient certaines choses sur lui, car je ne pouvais pas y croire. Aujourd'hui, je constate les faits. »

« Je connais du monde »

La crise sanitaire a fourni aux deux hommes un autre champ de bataille : à la posture « patron » de Carré a répondu l'étonnante Initiative d'un Grouard se déclarant, fin mars, en mesure de fournir 100 000 masques à la ville et ses 115 000 habitants. « Disons que je connais du monde », explique-t-il d'un air entendu, racontant s'être « adossé à une commande de la gendarmerie nationale », avoir financé l'opération « par le biais de dons d'entrepreneurs », et fait de l'Association des maires du Loiret l'intermédiaire de toute l'opération. L'Élu dit avoir en-

suite proposé, en vain, la marchandise à son successeur : « Il a prétendu que j'avais des problèmes de masques, ce qui est complètement faux », s'indigne Carré. « Ensuite, il a fait campagne avec ces masques en les distribuant aux soignants et aux commerçants, à des gens dont il cherche le vote », poursuit-il, s'interrogeant « beaucoup sur la provenance réelle de ces masques et sur le rôle de l'Association des maires ».

Contacté par Libération, son président, Frédéric Cuillier, indique que celle-ci a financé une partie de la commande, bénéficie d'une portion de la livraison, et se défend d'avoir pris part dans la campagne : « On me propose 100 000 masques dont j'ai besoin : c'est si j'avais refusé qu'il faudrait me faire un procès ! Le reste ne me regarde pas : en fait, leurs campagnes m'agacent au plus haut point. Ils auraient mieux fait de s'arrêter ! C'est sûr, soupire un autre, « si les deux bougres étaient partis ensemble, on ne parlerait même pas de second tour ». Vraiment, ce n'est pas raisonnable – si peu orléanais. »

LR-LREM, accords et à cris

Les alliances du second tour des municipales avec des candidats du parti présidentiel crispent chez Les Républicains.

Le cas lyonnais n'était qu'un préambule. Le dépôt des listes pour le second tour des municipales a vu s'ajouter les accords locaux entre candidats investis ou soutenus par Les Républicains d'une part, La République en marche d'autre part. Pour l'embaras du parti présidentiel, dont l'image en ressort un peu plus froissée, mais aussi de LR : si la gêne y est restée plus discrète, on n'y redoute pas moins les effets nationaux de ces ententes.

Après l'accord lyonnais, LR se dépêchait de faire savoir, par un bref communiqué, que « cette décision répond à des spécificités territoriales et ne relève aucunement d'un accord politique au niveau national ». De telles « spécificités » se sont, depuis, multipliées : elles concernent Bordeaux, Strasbourg, Clermont-Ferrand, Tours, Aurillac ou encore le 1^{er} arrondissement de Paris – tandis qu'à Toulouse, le sortant LR Jean-Luc Moudenc a reçu dès le premier tour l'option des deux mouvements.

Angle de tir. Dans la majorité des cas, la tête de liste revient à la droite, mais celle-ci embarquera derrière elle un certain nombre de candidats macronistes. Plusieurs de ces accords prévoient en outre que, la mairie revenant à l'un des partenaires, l'autre prenne la présidence de la métropole. Favorisant de premières prises de responsabilités locales de LREM, ces ententes ouvrent un bel angle de tir aux autres partis. La droite « fait tomber le masque et s'allie à Emmanuel Macron [...] Que faut-il de plus à leurs électeurs pour comprendre ? » a ricané Marine Le Pen sur Twitter, tandis que le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, se félicitait de cette « clarification » : « Il y a Les Républicains et Les Républicains en marche. Seul le rythme les distingue. »

À droite, « personne ne l'ouvre publiquement parce que le contexte ne s'y prête pas, mais en interne, ça gueule », rapporte une source parlementaire. Aux départementales (de mars prochain, ndr), il faut présenter des

binômes : pourra-t-on empêcher que se forment des couples LR-LREM ? Aux régionales, persuadera-t-on Xavier Bertrand (dans les Hauts-de-France) ou Valérie Pécresse (en Ile-de-France) de ne pas faire alliance, alors que nous l'avons fait dans les grandes villes ? Fuis comment justifierait-on d'opposer un candidat à Macron, alors qu'on cogère dans plusieurs territoires ? »

« Boutiquiers ». Dans une conférence de presse, mardi, le président de LR, Christian Jacob, a fait de son mieux pour relativiser ces accords. Estimant que, « sur les 5 000 maires qui restent à élire », ce genre d'ententes « se complètera sur les dotés d'une main, et encore, à peine », et qu'elles révéleraient avant tout la faiblesse de LREM. Nempêche : le patron du parti avait plusieurs fois déclaré, ces derniers mois, refuser les « accords de boutiquiers ». « La composition des listes municipales aura un impact direct sur les sénatoriales », insistait-il en août. Il n'est donc pas question de laisser se nouer des accords cachés avec LREM qui contribueraient à faire battre nos candidats aux sénatoriales. » La droite est actuellement majoritaire au Palais du Luxembourg.

Lors de ce scrutin municipal, il est vrai que le parti a souvent été placé devant le fait accompli par ses propres candidats, selon la logique propre aux élections locales. « Il y a un microclimat strasbourgeois : alors que PS et Verts s'entendent au niveau national, ils s'opposent ici, et inversement pour nos deux partis, justifie l'ex-tête de liste LR à Strasbourg, Jean-Philippe Vetter, dont la liste a fusionné avec celle du LREM Alain Fontanel. C'est vraiment une décision purement locale prise dans un contexte particulier. » Un argument auquel l'autoproclamé « parti des territoires » aura, plus que d'autres, du mal à s'opposer.

D.A.I.



Corinne à Lyon, Strasbourg ou Bordeaux, les candidats LR et LREM à Clermont-Ferrand ont touté pour le second tour. Face au maire PS Olivier Bianchi (36%), le LREM Eric Faury (15,54%) a donc rallié le LR Jean-Pierre Brenas (20,74%).